

First Session, Thirty-fifth Parliament,
42-43 Elizabeth II, 1994

Première session, trente-cinquième législature,
42-43 Elizabeth II, 1994

STATUTES OF CANADA 1994

LOIS DU CANADA (1994)

CHAPTER 10

CHAPITRE 10

An Act to amend the Canada Oil and Gas Operations Act,
the Canada Petroleum Resources Act and the National
Energy Board Act and to make consequential
amendments to other Acts

Loi modifiant la Loi sur les opérations pétrolières au
Canada, la Loi fédérale sur les hydrocarbures, la Loi
sur l'Office national de l'énergie et d'autres lois en
conséquence

BILL C-6

ASSENTED TO 12th MAY, 1994

PROJET DE LOI C-6

SANCTIONNÉ LE 12 MAI 1994

EXPLANATORY NOTE

The purpose of these amendments is to transfer to the National Energy Board (NEB) authority to regulate frontier oil and gas activity, except in Nova Scotia and Newfoundland where there are federal/provincial shared management agreements. In particular, the NEB is empowered to

- (a) authorize and regulate frontier oil and gas activity;
- (b) be flexible in regulating small pipeline companies;
- (c) take measures to ensure the confidentiality of commercially sensitive information; and
- (d) designate inspection officers having pipeline inspection and enforcement powers.

Rights issuance matters remain under the authority of the Minister of Energy, Mines and Resources and the Minister of Indian Affairs and Northern Development.

The amendments authorize the NEB and its officers and employees to provide advice to ministers, officers and employees of government departments, ministries and agencies. They also transfer to the NEB from the Oil and Gas Committee authority to hear appeals, hold inquiries and make orders in respect of resource conservation matters.

Finally, the amendments correct several technical anomalies in the relevant legislation.

NOTE EXPLICATIVE

Le texte vise à transférer à l'Office national de l'énergie (ONÉ) le pouvoir de réglementer les activités pétrolières et gazières sur les terres domaniales, à l'exception de celles de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve où il existe des accords fédéraux-provinciaux de cogestion. L'ONÉ peut entre autres :

- a) autoriser et réglementer les activités pétrolières et gazières sur les terres domaniales;
- b) adapter la réglementation dans le cas des petites compagnies de pipelines;
- c) prendre des mesures pour assurer la confidentialité de certains renseignements commerciaux;
- d) nommer des inspecteurs habilités à inspecter les pipelines et à ordonner la prise de mesures correctives à leur égard.

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien conservent leurs pouvoirs en ce qui a trait à l'octroi des droits.

Le texte autorise l'ONÉ et son personnel à conseiller les ministres et leurs fonctionnaires ainsi que les membres, dirigeants et employés des organismes gouvernementaux. Il transfère aussi du Comité du pétrole et du gaz à l'ONÉ le pouvoir d'entendre des appels, de tenir des enquêtes et de rendre des ordonnances sur les questions de préservation des ressources.

Le texte corrige enfin quelques anomalies mineures dans les lois connexes.

42-43 ELIZABETH II

42-43 ELIZABETH II

CHAPTER 10

CHAPITRE 10

An Act to amend the Canada Oil and Gas Operations Act, the Canada Petroleum Resources Act and the National Energy Board Act and to make consequential amendments to other Acts

Loi modifiant la Loi sur les opérations pétrolières au Canada, la Loi fédérale sur les hydrocarbures, la Loi sur l'Office national de l'énergie et d'autres lois en conséquence

[Assented to 12th May, 1994]

[Sanctionnée le 12 mai 1994]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. O-7;
R.S., c. 27 (1st
Supp.), c. 36
(2nd Supp.),
c. 6 (3rd
Supp.); 1989,
c. 3; 1991, c.
50; 1992, c.
35; 1993, c.
28

CANADA OIL AND GAS OPERATIONS ACT

LOI SUR LES OPÉRATIONS PÉTROLIÈRES AU
CANADA

L. R., ch.
O-7; L.R., ch.
27 (1^{er}
suppl.), ch.
36 (2^e
suppl.), ch. 6
(3^e suppl.);
1989, ch. 3;
1991, ch. 50;
1992, ch. 35;
1993, ch. 28
1992, ch. 35,
art. 5

1992, c. 35,
s. 5

1. Sections 3.1 and 3.2 of the *Canada Oil and Gas Operations Act* are replaced by the following:

1. Les articles 3.1 et 3.2 de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada* sont remplacés par ce qui suit :

Designation

3.1 The National Energy Board may, for the purposes of this Act, designate a member, officer or employee of the Board to be the Chief Safety Officer and the same or another member, officer or employee of the Board to be the Chief Conservation Officer.

3.1 Pour l'application de la présente loi, l'Office national de l'énergie peut désigner parmi ses membres, ses dirigeants ou ses employés un délégué à la sécurité et un délégué à l'exploitation. La même personne peut cumuler les deux fonctions.

Désignation

STATUTORY INSTRUMENTS ACT

DÉROGATION À LA LOI SUR LES TEXTES
RÉGLEMENTAIRES

Orders

3.2 For greater certainty, an order made by a safety officer, the Chief Safety Officer, a conservation officer, the Chief Conservation Officer, the Committee or the National Energy Board is not a statutory instrument as defined in the *Statutory Instruments Act*.

3.2 Il demeure entendu que les arrêtés ou ordres des agents de la sécurité, des agents du contrôle de l'exploitation, du délégué à la sécurité, du délégué à l'exploitation, du Comité ou de l'Office national de l'énergie ne sont pas des textes réglementaires au sens de la *Loi sur les textes réglementaires*.

Arrêtés

1992, c. 35,
s. 7

2. Section 4.1 of the Act is replaced by the following:

2. L'article 4.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 35,
art. 7

Delegation

4.1 The National Energy Board may delegate any of its powers under section 5, 5.02, 5.03, 5.11, 5.12 or 27 to any person, and the person shall exercise those powers in accordance with the terms of the delegation.

4.1 L'Office national de l'énergie peut déléguer à quiconque telle de ses attributions prévues aux articles 5, 5.02, 5.03, 5.11, 5.12 ou 27. Le mandat est à exercer conformément à la délégation.

Délégation

3. Section 5 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):

3. L'article 5 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :

Variation

(6) The terms of an operating licence or authorization may be varied under section 28.3 of the *National Energy Board Act*.

(6) L'Office national de l'énergie peut modifier le permis de travaux ou l'autorisation conformément à l'article 28.3 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*.

Modification

R.S., c. 36
(2nd Supp.),
s. 121

4. (1) Paragraph 5.1(1)(b) of the English version of the Act is replaced by the following:

4. (1) L'alinéa 5.1(1)(b) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 36
(2^e suppl.),
art. 121

(b) prescribed for the purposes of this subsection

(b) prescribed for the purposes of this subsection

1992, c. 35,
ss. 9(2)
and (3)

(2) Subsections 5.1(4) to (6) of the Act are replaced by the following:

(2) Les paragraphes 5.1(4) à (6) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1992, ch. 35,
par. 9(2)
et (3)

Approval of
development
plan

(4) After reviewing an application and development plan submitted pursuant to this section, the National Energy Board may approve the development plan, subject to the consent of the Governor in Council in relation to Part I of the development plan and any requirements that the Board considers appropriate or that may be prescribed.

(4) Après avoir examiné la demande et le plan de mise en valeur, l'Office national de l'énergie peut approuver ce dernier, sous réserve des modalités qu'il estime indiquées ou qui sont fixées par règlement et, dans le cas de la première partie du plan, de l'agrément du gouverneur en conseil.

Approbation

Approval of
amendment to
plan

(5) Where a development plan has been approved pursuant to subsection (4),

(5) Il ne peut être apporté de modifications au plan de mise en valeur que si celles-ci sont d'abord approuvées par l'Office national de l'énergie et, dans le cas où elles portent sur la première partie du plan, que si l'approbation a reçu l'agrément du gouverneur en conseil; l'Office peut modifier les modalités auxquelles est assujettie l'approbation sous réserve, dans le cas où celles-ci portent sur la première partie du plan, de l'agrément du gouverneur en conseil.

Approbation
de
modifications

(a) no amendment of the development plan shall be made unless it is approved by the National Energy Board and, in the case of an amendment to Part I of the development plan, the Governor in Council consents to the approval; and

(b) any requirement that the approval is subject to may be amended by the National Energy Board but, if the requirement relates to Part I of the development plan, it may only be amended with the consent of the Governor in Council.

Application of certain provisions

(6) Subsections (1) to (5) apply, with such modifications as the circumstances require, with respect to a proposed amendment to a development plan or to any requirement that the approval of the plan is subject to.

(6) Les paragraphes (1) à (5) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux projets de modification du plan de mise en valeur et aux modalités auxquelles est assujettie l'approbation de celui-ci.

Application de certaines dispositions

R.S., c. 36 (2nd Supp.), s. 121

5. Section 5.3 of the Act is replaced by the following:

5. L'article 5.3 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 121

Board guidelines and interpretation notes

5.3 (1) The National Energy Board may issue and publish, in any manner the Board considers appropriate, guidelines and interpretation notes with respect to the application and administration of section 5 or 5.1 or any regulations made under section 14.

5.3 (1) L'Office national de l'énergie peut faire publier, selon ce qu'il estime indiqué, des bulletins d'application et des directives relativement aux articles 5 et 5.1 et aux règlements pris au titre de l'article 14.

Bulletins et directives de l'Office

Ministerial guidelines and interpretation notes

(2) The Minister may issue and publish, in any manner the Minister considers appropriate, guidelines and interpretation notes with respect to the application and administration of section 5.2.

(2) Le ministre peut faire publier, selon ce qu'il estime indiqué, des bulletins d'application et des directives relativement à l'article 5.2.

Bulletins et directives du ministre

Not statutory instruments

(3) For greater certainty, guidelines and interpretation notes issued pursuant to subsections (1) and (2) are not statutory instruments as defined in the *Statutory Instruments Act*.

(3) Il demeure entendu que les textes visés aux paragraphes (1) et (2) ne sont pas des textes réglementaires au sens de la *Loi sur les textes réglementaires*.

Dérogation

1992, c. 35, s. 12

6. Subsection 5.4(1) of the Act is replaced by the following:

6. Le paragraphe 5.4(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 35, art. 12

Council established

5.4 (1) There is established a council, to be known as the Oil and Gas Administration Advisory Council, consisting of the following six members, namely, the Chairman of the Canada — Nova Scotia Offshore Petroleum Board, the Chairman of the Canada — Newfoundland Offshore Petroleum Board, the Chairman of the National Energy Board, a person designated jointly by the federal Ministers, a person designated by one of the Provincial Ministers and a person designated by the other Provincial Minister.

5.4 (1) Est constitué le Conseil d'harmonisation, composé de six membres, soit les présidents respectifs de l'Office Canada — Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers et de l'Office Canada — Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers, le président de l'Office national de l'énergie, le membre désigné par chaque ministre provincial et le membre nommé conjointement par les ministres fédéraux.

Constitution

1992, c. 35, s. 14

7. The portion of paragraph 14(1)(c) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

7. Le passage de l'alinéa 14(1)c) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 35, art. 14

(c) authorizing the National Energy Board, or any person, to make such orders as may be specified in the regulations and to exercise such powers and perform such duties as may be necessary for

c) autoriser l'Office national de l'énergie, ou toute personne, à exercer, outre la prise des ordonnances spécifiées, les attributions nécessaires à :

1992, c. 35, ss. 19 and 20(F)

8. Sections 21 to 23 of the Act are replaced by the following:

8. Les articles 21 à 23 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1992, ch. 35, art. 19 et 20 (F)

Appeal to the National Energy Board

21. A person aggrieved by an order of the Chief Conservation Officer under section 17 or 19 after an investigation under subsection 19(2) or (3) may appeal to the National Energy Board to have the order reviewed under section 28.4 of the *National Energy Board Act*.

21. La personne qui s'estime lésée par l'arrêté pris par le délégué à l'exploitation au titre des articles 17 ou 19 après l'enquête prévue aux paragraphes 19(2) ou (3) peut en demander la révision à l'Office national de l'énergie, conformément à l'article 28.4 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*.

Appel à l'Office

Application for show cause order in respect of waste

22. When the Chief Conservation Officer, on reasonable grounds, is of the opinion that waste, as defined in paragraph 18(2)(f) or (g), is occurring in the recovery of oil or gas from a pool, that Officer may apply to the National Energy Board for an order under section 28.5 of the *National Energy Board Act* requiring the operators within the pool to show cause why the Board should not make a direction in respect of the waste.

22. Le délégué à l'exploitation peut, s'il estime, pour des motifs valables, qu'il y a gaspillage, au sens des alinéas 18(2)f) ou g), dans la récupération du pétrole ou du gaz d'un gisement, demander à l'Office national de l'énergie d'ordonner, conformément à l'article 28.5 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*, aux exploitants du gisement d'exposer les raisons pour lesquelles l'Office ne devrait pas se prononcer sur la question.

Cas de gaspillage

9. Subsections 25(8) and (9) of the Act are replaced by the following:

9. Les paragraphes 25(8) et (9) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Appeal

(8) A person aggrieved by any action or measure taken or authorized or directed to be taken under subsections (4) to (6) may appeal to the National Energy Board to have the order reviewed under section 28.4 of the *National Energy Board Act*.

(8) La personne qui s'estime lésée par toute mesure prise, ordonnée ou autorisée en application des paragraphes (4) à (6) peut en demander la révision à l'Office national de l'énergie au titre de l'article 28.4 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*.

Appel

Personal liability

(9) No person required, directed or authorized to act under this section or section 28.4 of the *National Energy Board Act* is personally liable, either civilly or criminally, in respect of any act or omission in the course of complying with this section unless it is shown that the person did not act reasonably in the circumstances.

(9) Les personnes qui prennent les mesures visées au présent article ou à l'article 28.4 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* n'encourent, sauf décision injustifiable prouvée, aucune responsabilité personnelle pour les actes ou omissions découlant de l'application du présent article.

Responsabilité personnelle

1992, c. 35, s. 25

10. (1) Subsection 27(1) of the Act is replaced by the following:

10. (1) Le paragraphe 27(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 35, art. 25

Financial responsibility

27. (1) An applicant for an authorization under paragraph 5(1)(b) in respect of any work or activity in any area in which this Act applies shall provide proof of financial responsibility in the form of a letter of credit, a guarantee or indemnity bond or in any other form satisfactory to the National Energy Board, in an amount satisfactory to the Board.

27. (1) Quiconque demande une autorisation visée à l'alinéa 5(1)b) est tenu au dépôt à titre de preuve de solvabilité du montant que l'Office national de l'énergie estime suffisant, sous toute forme jugée acceptable, notamment lettre de crédit, garantie ou cautionnement.

Preuve de solvabilité

(2) Subsections 27(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

(2) The National Energy Board may require that moneys in an amount not exceeding the amount prescribed for any case or class of cases, or determined by the Board in the absence of regulations, be paid out of the funds available under the letter of credit, guarantee or indemnity bond or other form of financial responsibility provided under subsection (1), in respect of any claim for which proceedings may be instituted under section 26, whether or not those proceedings have been instituted.

(3) Where payment is required under subsection (2), it shall be made in such manner, subject to such conditions and procedures and to or for the benefit of such persons or classes of persons as may be prescribed for any case or class of cases, or as may be required by the National Energy Board in the absence of regulations.

11. Section 53 of the Act is replaced by the following:

53. The safety officers and conservation officers necessary for the administration and enforcement of this Act and the regulations shall be designated by the National Energy Board from among its officers and employees.

12. (1) Subsection 58(2) of the Act is replaced by the following:

(2) The safety officer or Chief Safety Officer who makes an order under subsection (1) shall affix at or near the scene of the operation a notice of the order in a form approved by the National Energy Board.

(2) Subsections 58(5) to (9) of the Act are replaced by the following:

(5) A person carrying out an operation to which an order under subsection (1) makes reference, or any person having a pecuniary interest in that operation, may, by notice in writing, request the Chief Safety Officer to refer the order to the National Energy Board to review the need for the order under section 28.6 of the *National Energy Board Act* and, on receiving the notice, the Chief Safety Officer shall refer the order accordingly.

(2) Les paragraphes 27(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) L'Office national de l'énergie peut exiger que des sommes n'excédant pas un plafond fixé par règlement pour tout cas particulier ou catégorie de cas ou, en l'absence de règlement, par lui-même, soient payées sur les fonds rendus disponibles en vertu de la lettre de crédit, de la garantie, du cautionnement ou de toute autre forme d'engagement financier prévus au paragraphe (1) à l'égard des créances dont le recouvrement peut être poursuivi sur le fondement de l'article 26, qu'il y ait eu ou non poursuite.

(3) Le paiement est effectué selon les modalités et formalités, aux conditions et au profit des personnes ou catégories de personnes fixées par règlement pour tout cas particulier ou catégorie de cas, ou, en l'absence de règlement, par l'Office national de l'énergie.

11. L'article 53 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

53. Les agents de la sécurité et les agents du contrôle de l'exploitation nécessaires à l'application de la présente loi et de ses règlements sont désignés par l'Office national de l'énergie parmi ses dirigeants et ses employés.

12. (1) Le paragraphe 58(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) L'agent ou le délégué est tenu de placer sur les lieux ou à proximité un avis de son ordre, établi sur formulaire approuvé par l'Office national de l'énergie.

(2) Les paragraphes 58(5) à (9) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(5) Sur demande écrite de la personne touchée ou qui a un intérêt pécuniaire dans l'activité, le délégué communique à l'Office national de l'énergie l'ordre visé au paragraphe (1) pour révision, au titre de l'article 28.6 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*, de l'à-propos de cet ordre.

Paiement sur les fonds déposés

Modalités du paiement

1992, ch. 35, art. 29

Agents

1992, ch. 35, art. 29

Avis

1992, ch. 35, art. 29

Révision par l'Office

Payment of claims

Manner of payment

1992, c. 35, s. 29

Officers

1992, c. 35, s. 29

Notice

1992, c. 35, s. 29

Referral for review by National Energy Board

Operations in respect of which order made

(6) No person shall continue an operation in respect of which an order has been made pursuant to this section, except in accordance with the terms of the order or until the order has been set aside by the National Energy Board pursuant to section 28.6 of the *National Energy Board Act*.

(6) Il est interdit de poursuivre une activité visée par un ordre, sauf conformément à celui-ci ou tant que cet ordre n'a pas été infirmé par l'Office national de l'énergie en vertu de l'article 28.6 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*.

Interdiction

1992, c. 35, s. 30

13. Paragraph 60(1)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) fails to comply with a direction, requirement or order of a safety officer, the Chief Safety Officer, a conservation officer, the Chief Conservation Officer or an installation manager or with an order of the Committee or the National Energy Board made under this Act.

13. L'alinéa 60(1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) contrevient soit aux ordres ou arrêtés de l'agent de la sécurité, du délégué à la sécurité, de l'agent du contrôle de l'exploitation, du délégué à l'exploitation, ou du chargé de projet, soit aux arrêtés du Comité ou aux ordonnances de l'Office national de l'énergie pris en vertu de la présente loi.

1992, ch. 35, art. 30

14. Section 63 of the Act is replaced by the following:

63. No person commits an offence under subsection 18(1) by reason of committing waste as defined in paragraph 18(2)(f) or (g) unless the person has been ordered by the National Energy Board under section 28.5 of the *National Energy Board Act* to take measures to prevent the waste and has failed to comply.

14. L'article 63 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

63. La personne qui fait du gaspillage au sens des alinéas 18(2)f) ou g) n'est réputée commettre une infraction visée au paragraphe 18(1) que si l'Office national de l'énergie lui a ordonné, conformément à l'article 28.5 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*, de prendre des mesures en vue de prévenir le gaspillage et qu'elle ne l'ait pas fait.

Absence de présomption de gaspillage

Presumption against waste

15. The Act is amended by replacing the word "Minister" with the words "National Energy Board" in the following provisions:

- (a) section 5;
- (b) sections 5.02 and 5.03;
- (c) subsections 5.1(1) and (2);
- (d) sections 5.11 and 5.12;
- (e) section 18; and
- (f) section 55.

15. Dans les passages suivants de la même loi, « ministre » est remplacé par « Office national de l'énergie », avec les adaptations nécessaires :

- a) l'article 5;
- b) les articles 5.02 et 5.03;
- c) les paragraphes 5.1(1) et (2);
- d) les articles 5.11 et 5.12;
- e) l'article 18;
- f) l'article 55.

R.S., c. 36
(2nd Supp.);
R.S., c. 21
(4th Supp.);
1990, cc. 8,
41; 1991, cc.
10, 24, 46;
1992, cc. 1,
35; 1993, cc.
28, 34, 47

CANADA PETROLEUM RESOURCES ACT

LOI FÉDÉRALE SUR LES HYDROCARBURES

L.R. ch. 36
(2^e suppl.);
L.R., ch. 21
(4^e suppl.);
1990, ch. 8,
41; 1991, ch.
10, 24, 46;
1992, ch. 1,
35; 1993, ch.
28, 34, 47

16. (1) Subsections 28(1) and (2) of the Canada Petroleum Resources Act are replaced by the following:

16. (1) Les paragraphes 28(1) et (2) de la Loi fédérale sur les hydrocarbures sont remplacés par ce qui suit :

Application for
declaration of
significant
discovery

28. (1) Where a significant discovery has been made on any frontier lands that are subject to an interest or a share therein held in accordance with section 23, the National Energy Board shall, on the application of the interest holder of the interest or the share made in the form and manner and containing such information as may be prescribed, make a written declaration of significant discovery in relation to those frontier lands in respect of which there are reasonable grounds to believe that the significant discovery may extend.

28. (1) L'Office national de l'énergie, sur demande à lui faite par l'indivisaire intéressé et établie sur formulaire, selon les modalités réglementaires, fait par écrit une déclaration de découverte importante portant sur les terres domaniales visées par un titre, ou une fraction visée à l'article 23, où la découverte a été faite, s'il existe des motifs sérieux de les croire objet de la découverte.

Déclaration de découverte importante

Declaration on initiative of National Energy Board

(2) Where a significant discovery has been made on any frontier lands, the National Energy Board may, by order, make a declaration of significant discovery in relation to those frontier lands in respect of which there are reasonable grounds to believe the significant discovery may extend.

(2) L'Office national de l'énergie peut, par ordonnance, faire une déclaration de découverte importante portant sur les terres domaniales où la découverte a été faite, s'il existe des motifs sérieux de les croire objet de la découverte.

Initiative de l'Office national de l'énergie

(2) Subsection 28(4) of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 28(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Amendment or revocation of declaration

(4) Subject to subsection (5), where a declaration of significant discovery is made pursuant to subsection (1) or (2) and, based on the results of further drilling, there are reasonable grounds to believe that a discovery is not a significant discovery or that the frontier lands to which the significant discovery extends differ from the significant discovery area, the National Energy Board may, as appropriate in the circumstances,

(4) Sous réserve du paragraphe (5), s'il y a des motifs sérieux de croire, d'après les résultats d'autres forages, qu'une découverte n'est pas importante ou que les terres domaniales en cause diffèrent du périmètre de découverte importante, l'Office national de l'énergie peut, compte tenu des circonstances, modifier la déclaration en vue d'agrandir ou de réduire le périmètre ou annuler la déclaration.

Modification ou annulation

(a) amend the declaration of significant discovery by increasing or decreasing the significant discovery area; or

(b) revoke the declaration.

(3) Section 28 of the Act is amended by adding the following after subsection (6):

(3) L'article 28 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (6), de ce qui suit :

Procedures	<p>(7) The procedures described in section 28.2 of the <i>National Energy Board Act</i> apply to the making, amendment and revocation of a declaration under this section.</p>	<p>(7) La déclaration, sa modification et son annulation se font en conformité avec la procédure prévue à l'article 28.2 de la <i>Loi sur l'Office national de l'énergie</i>.</p>	Procédure
Delegation	<p>(8) The National Energy Board may delegate any of its powers under this section to a member, officer or employee of the Board, who shall exercise the powers in accordance with the terms of the delegation.</p>	<p>(8) L'Office national de l'énergie peut déléguer les pouvoirs que lui confère le présent article à un de ses membres, dirigeants ou employés. Le mandat est à exercer conformément à la délégation.</p>	Délégation
<p>17. (1) Subsections 35(1) and (2) of the Act are replaced by the following:</p>			
Application for declaration of commercial discovery	<p>35. (1) Where a commercial discovery has been made on any frontier lands that are subject to an interest or a share therein held in accordance with section 23, the National Energy Board shall, on the application of the interest holder of the interest or the share, made in the form and manner and containing such information as may be prescribed, make a written declaration of commercial discovery in relation to those frontier lands in respect of which there are reasonable grounds to believe that the commercial discovery may extend.</p>	<p>35. (1) L'Office national de l'énergie, sur demande à lui faite par l'indivisaire intéressé et établie sur formulaire, selon les modalités réglementaires, fait par écrit une déclaration de découverte exploitable portant sur les terres domaniales visées par un titre, ou une fraction visée à l'article 23, où la découverte a été faite, s'il existe des motifs sérieux de les croire objet de la découverte.</p>	Déclaration de découverte exploitable
Declaration on initiative of National Energy Board	<p>(2) Where a commercial discovery has been made on any frontier lands, the National Energy Board may, by order, make a declaration of commercial discovery in relation to those frontier lands in respect of which there are reasonable grounds to believe that the commercial discovery may extend.</p>	<p>(2) L'Office national de l'énergie peut, par ordonnance, faire une déclaration écrite de découverte exploitable portant sur les terres domaniales où la découverte a été faite, s'il existe des motifs sérieux de les croire objet de la découverte.</p>	Initiative de l'Office
<p>(2) Section 35 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):</p>			
Procedures	<p>(4) The procedures described in section 28.2 of the <i>National Energy Board Act</i> apply to the making, amendment or revocation of a declaration under this section.</p>	<p>(4) La déclaration, sa modification et son annulation se font en conformité avec la procédure prévue à l'article 28.2 de la <i>Loi sur l'Office national de l'énergie</i>.</p>	Procédure
Delegation	<p>(5) The National Energy Board may delegate any of its powers under this section to a member, officer or employee of the Board, who shall exercise the powers in accordance with the terms of the delegation.</p>	<p>(5) L'Office national de l'énergie peut déléguer les pouvoirs que lui confère le présent article à un de ses membres, dirigeants ou employés. Le mandat est à exercer conformément à la délégation.</p>	Délégation

1992, c. 35,
s. 38(2)**18. Subsections 101(2) and (3) of the Act are replaced by the following:**

(2) Subject to this section, information or documentation is privileged if it is provided for the purposes of this Act or the *Canada Oil and Gas Operations Act* or any regulation made under either Act, or for the purposes of Part II.1 of the *National Energy Board Act*, whether or not the information or documentation is required to be provided.

Privileged
information or
documenta-
tion

Disclosure

(2.1) Subject to this section, information or documentation that is privileged under subsection (2) shall not knowingly be disclosed without the consent in writing of the person who provided it, except for the purposes of the administration or enforcement of this Act, the *Canada Oil and Gas Operations Act* or Part II.1 of the *National Energy Board Act* or for the purposes of legal proceedings relating to its administration or enforcement.

Production
and evidence

(3) No person shall be required to produce or give evidence relating to any information or documentation that is privileged under subsection (2) in connection with any legal proceedings, other than proceedings relating to the administration or enforcement of this Act, the *Oil and Gas Production and Conservation Act* or Part II.1 of the *National Energy Board Act*.

R.S., c. N-7;
R.S., cc. 1, 20
(2nd Supp.),
c. 28 (3rd
Supp.); 1988,
c. 65; 1990, c.
7; 1991, cc.
24, 27; 1993,
c. 44

NATIONAL ENERGY BOARD ACT

19. Section 9 of the *National Energy Board Act* is amended by adding the following after subsection (3):

(4) Any officer or employee appointed as provided in subsection (1) may be designated as a regional safety officer or as a safety officer for the purposes of Part II of the *Canada Labour Code*.

Safety officers

18. Les paragraphes 101(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) Sous réserve des autres dispositions du présent article, les renseignements fournis pour l'application de la présente loi, de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada*, de leurs règlements ou de la partie II.1 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* sont protégés, que leur fourniture soit obligatoire ou non.

1992, ch. 35,
par. 38(2)Renseigne-
ments
protégés

(2.1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, les renseignements protégés au titre du paragraphe (2) ne peuvent, sciemment, être communiqués sans le consentement écrit de la personne qui les a fournis, si ce n'est pour l'application de la présente loi, de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada* ou de la partie II.1 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* ou dans le cadre de procédures judiciaires à cet égard.

Communica-
tion

(3) Nul ne peut être tenu de communiquer les renseignements protégés au titre du paragraphe (2) au cours de procédures judiciaires qui ne visent pas l'application de la présente loi, de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada* ou de la partie II.1 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*.

Idem

LOI SUR L'OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE

19. L'article 9 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(4) Un membre du personnel visé au paragraphe (1) peut être désigné agent de sécurité ou agent régional de sécurité pour l'application de la partie II du *Code canadien du travail*.

L.R., ch. N-7;
L.R., ch. 1,
20 (2^e
suppl.), ch.
28 (3^e
suppl.); 1988,
ch. 65; 1990,
ch. 7; 1991,
ch. 24, 27;
1993, ch. 44Agents de
sécurité

Deemed
appointment

(5) Where a position in the public service of Canada is transferred to the Board within ninety days after this subsection comes into force, the incumbent of the position continues in the position in the Board and any person so continuing is deemed to have been appointed in accordance with subsection (1).

(5) Les titulaires des postes de l'administration publique fédérale transférés à l'Office dans les quatre-vingt-dix jours suivant l'entrée en vigueur du présent paragraphe sont maintenus dans le même poste à l'Office et sont réputés avoir été nommés à leur poste en vertu du paragraphe (1).

Nomination
par défaut

Probation

(6) Notwithstanding subsection (5) and section 28 of the *Public Service Employment Act*, no person deemed by that subsection to have been appointed is subject to probation, unless that person was subject to probation immediately before the appointment, in which case that person continues to be subject to probation as if the position had not been transferred.

(6) Malgré le paragraphe (5) et l'article 28 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, la personne réputée avoir été ainsi nommée à l'Office n'est pas assujettie à une période de probation à moins qu'elle ne soit déjà en probation à la date de sa nomination, auquel cas elle y reste assujettie.

Probation

20. The Act is amended by adding the following after section 16:

20. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 16, de ce qui suit :

Confidentiality

16.1 In any proceedings under this Act, the Board may take any measures and make any order that it considers necessary to ensure the confidentiality of any information likely to be disclosed in the proceedings if the Board is satisfied that

16.1 Dans le cadre des procédures visées à la présente loi, l'Office peut prendre toute mesure ou rendre toute ordonnance qu'il juge nécessaire pour assurer la confidentialité des renseignements qui seront probablement divulgués au cours de celles-ci lorsqu'il conclut :

Caractère
confidentiel
des
renseigne-
ments

(a) disclosure of the information could reasonably be expected to result in a material loss or gain to a person directly affected by the proceedings, or could reasonably be expected to prejudice the person's competitive position; or

a) soit que la divulgation risquerait vraisemblablement de causer des pertes ou profits financiers appréciables aux intéressés, ou de nuire à leur compétitivité;

(b) the information is financial, commercial, scientific or technical information that is confidential information supplied to the Board and

b) soit qu'il s'agit de renseignements financiers, commerciaux, scientifiques ou techniques de nature confidentielle obtenus par lui, traités comme tels de façon constante par les intéressés et dont la non-divulgaration revêt pour ces derniers un intérêt supérieur à celui revêtu pour le public par la publicité des procédures.

(i) the information has been consistently treated as confidential information by a person directly affected by the proceedings, and

(ii) the Board considers that the person's interest in confidentiality outweighs the public interest in disclosure of the proceedings.

21. Section 21 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

21. L'article 21 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Exception

(3) This section does not apply to

(a) a decision, operating licence or authorization to which section 28.2 or 28.3 applies; or

(b) an approval of a development plan under section 5.1 of the *Canada Oil and Gas Operations Act*.

22. Section 26 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

(4) The Board and its officers and employees may, on request, provide advice about energy matters and sources of energy to

(a) ministers, officers and employees of any government department or ministry, whether federal, provincial or territorial; and

(b) members, officers and employees of any government agency, whether federal, provincial or territorial.

23. The Act is amended by adding the following after section 28:

PART II.1

OIL AND GAS INTERESTS,
PRODUCTION AND CONSERVATION

Interpretation

28.1 For the purposes of this Part, “oil” and “gas” have the same meaning as in the *Canada Oil and Gas Operations Act*.

Declarations of Significant Discovery and Commercial Discovery

28.2 (1) This section applies to any decision of the Board to make, amend or revoke a declaration of significant discovery under section 28 of the *Canada Petroleum Resources Act* or a declaration of commercial discovery under section 35 of that Act.

Notice

(2) At least thirty days before making a decision to which this section applies, the Board shall give written notice of its intention to make the decision to any person the Board considers to be directly affected by the decision.

Exception

(3) Le présent article ne s'applique pas aux décisions, permis de travaux ou autorisations visés aux articles 28.2 ou 28.3 ni aux approbations de plans de mise en valeur visées à l'article 5.1 de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada*.

22. L'article 26 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(4) L'Office, ses dirigeants ou ses employés peuvent, sur demande, conseiller, en matière d'énergie et de sources d'énergie, les ministres et leurs fonctionnaires, quel que soit le ministère — fédéral, provincial ou territorial —, ainsi que les membres, dirigeants et employés des organismes des gouvernements fédéral, provinciaux ou territoriaux.

23. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 28, de ce qui suit :

PARTIE II.1

DROITS, PRODUCTION ET USAGE
RATIONNEL DU PÉTROLE ET DU GAZ

Définitions

28.1 Pour l'application de la présente partie, « gaz » et « pétrole » s'entendent au sens de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada*.

Déclarations de découverte importante et de découverte exploitable

28.2 (1) Le présent article s'applique aux décisions de l'Office visant à faire, modifier ou annuler une déclaration de découverte importante en vertu de l'article 28 de la *Loi fédérale sur les hydrocarbures* ou une déclaration de découverte exploitable en vertu de l'article 35 de cette loi.

Autres fonctions de l'Office

Définitions de « gaz » et « pétrole »

Déclaration

Avis

Request for hearing	(3) A person to whom notice is given may, in writing, request a hearing in respect of the decision, but the request must be received by the Board within thirty days after the notice is given.	(3) La personne ainsi avisée peut demander par écrit la tenue d'une audience avant le prononcé de la décision. La demande doit parvenir à l'Office dans les trente jours suivant la réception de l'avis.	Demande d'audience
Decision if no request received	(4) If no request is received in accordance with subsection (3), the Board may make the decision.	(4) À défaut de demande d'audience dans le délai imparti, l'Office peut décider de la question.	Décision de l'Office
Hearing if request received	(5) If a request is received in accordance with subsection (3), the Board shall fix a suitable time and place for the hearing and notify each person who requested the hearing.	(5) En cas de demande d'audience, l'Office fixe la date, l'heure et l'endroit de celle-ci et avise toutes les personnes qui en ont fait la demande.	Tenue de l'audience
Representations	(6) Each person who requests a hearing may make representations and introduce witnesses and documents at the hearing.	(6) Les personnes qui ont demandé la tenue de l'audience peuvent y présenter des observations, y faire entendre des témoins et y produire des documents.	Observations
Decision	(7) At or after the conclusion of the hearing, the Board shall make the decision, give notice of it to each person who requested the hearing and, if the person requests reasons, publish or make available the reasons for the decision.	(7) L'Office rend sa décision dès la fin de l'audience ou après délibération. Il avise de la décision les personnes qui ont demandé la tenue de l'audience et, à la demande d'une de celles-ci, en rend les motifs publics ou accessibles.	Décision
<i>Operating Licences and Authorizations</i>		<i>Permis de travaux et autorisations</i>	
Variation of licences, etc.	28.3 The Board may vary the terms of any operating licence or authorization issued under section 5 of the <i>Canada Oil and Gas Operations Act</i> .	28.3 L'Office peut modifier les permis de travaux ou les autorisations accordés aux termes de l'article 5 de la <i>Loi sur les opérations pétrolières au Canada</i> .	Modification : permis ou autorisations
<i>Chief Conservation Officer</i>		<i>Délégué à l'exploitation</i>	
Application to appeals	28.4 (1) This section applies to appeals brought under section 21 or subsection 25(8) of the <i>Canada Oil and Gas Operations Act</i> by a person aggrieved by an order of the Chief Conservation Officer or by any action or measure taken or authorized or directed to be taken by that Officer.	28.4 (1) Le présent article s'applique aux appels interjetés en vertu de l'article 21 et du paragraphe 25(8) de la <i>Loi sur les opérations pétrolières au Canada</i> par les personnes qui s'estiment lésées par un arrêté du délégué à l'exploitation ou par toute mesure prise, ordonnée ou autorisée par lui.	Procédure d'appel
Powers on appeal	(2) After hearing an appeal to which this section applies, the Board may (a) set aside, confirm or vary the order, action or measure that is the subject of the appeal; (b) order any works to be undertaken that the Board considers necessary to prevent waste, the escape of oil or gas or any other contravention of the <i>Canada Oil and Gas Operations Act</i> or the regulations made under that Act; or	(2) Après audition de l'appel visé au présent article, l'Office peut soit infirmer, confirmer ou modifier l'arrêté ou la mesure du délégué à l'exploitation, soit ordonner d'entreprendre les travaux qu'il juge nécessaires pour empêcher le gaspillage ou le dégagement de pétrole ou de gaz ou pour prévenir toute contravention à la <i>Loi sur les opérations pétrolières au Canada</i> ou à ses règlements, soit rendre toute ordonnance qu'il juge indiquée.	Pouvoir de décision

(c) make any other order that the Board considers appropriate.

Applications for show cause hearing relating to waste

28.5 (1) This section applies to applications by the Chief Conservation Officer to the Board under section 22 of the *Canada Oil and Gas Operations Act* for a show cause hearing relating to waste, as defined in paragraph 18(2)(f) or (g) of that Act, in the recovery of oil or gas from a pool.

28.5 (1) Le présent article s'applique aux demandes présentées à l'Office par le délégué à l'exploitation en vertu de l'article 22 de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada* en vue de la tenue d'une audience sur un cas de gaspillage, au sens des alinéas 18(2)f) ou g) de cette loi, dans la récupération du pétrole ou du gaz d'un gisement.

Demande d'audience en cas de gaspillage

Order

(2) On receiving an application, the Board shall make an order requiring the operators within the pool to show cause at a hearing, to be held on a day specified in the order, why the Board should not make a direction in respect of the waste.

(2) Sur réception de la demande, l'Office doit, par ordonnance, enjoindre aux exploitants du gisement de lui exposer, lors d'une audience tenue à la date spécifiée, les raisons pour lesquelles il ne devrait pas se prononcer sur le gaspillage.

Ordonnance de l'Office

Hearing

(3) On the day specified in the order, the Board shall hold a hearing at which the Chief Conservation Officer, the operators and other interested persons shall be given an opportunity to be heard.

(3) L'Office tient l'audience à la date spécifiée et donne au délégué à l'exploitation, aux exploitants et aux autres intéressés la possibilité de présenter leurs observations.

Audience

Direction

(4) If, after the hearing, the Board is of the opinion that waste is occurring in the recovery of oil or gas from a pool, the Board may, by order,

(4) Si, à l'issue de l'audience, il estime qu'il y a gaspillage dans la récupération du pétrole ou du gaz du gisement, l'Office peut, par ordonnance, exiger :

Ordonnance

(a) direct the introduction of a scheme for the collection, processing, disposition or reinjection of any gas produced from the pool; or

a) soit l'application d'un plan de collecte, de transformation ou de réinjection des gaz produits par le gisement;

(b) direct repressurizing, recycling or pressure maintenance for the pool or any part of the pool and for or incidental to that purpose, direct the introduction or injection of gas, water or any other substance into the pool or any part of the pool.

b) soit la recompression, le recyclage ou le maintien de la pression pour tout ou partie du gisement et, à cette fin ou à des fins connexes, y faire introduire ou injecter du gaz, de l'eau ou une autre substance.

Additional direction

(5) In addition to making a direction under subsection (4), the Board may, by order, direct that the pool or any part of the pool specified in the order be shut in if the requirements of the order are not met or unless a scheme is approved by the Board and in operation by a date fixed in the order.

(5) L'Office peut en outre, par ordonnance, exiger l'arrêt total ou partiel de l'exploitation du gisement en cas de non-respect de l'ordonnance visée au paragraphe (4) ou s'il n'y a pas de plan approuvé par lui en cours d'application à la date spécifiée dans l'ordonnance.

Ordonnance supplémentaire

Continuation pending approval of scheme

(6) Notwithstanding subsections (4) and (5), the Board may, by order, permit the continued operation of a pool or any part of a pool after the date fixed by a direction under this section if, in the opinion of the Board, a

(6) Par dérogation aux paragraphes (4) et (5), l'Office peut, par ordonnance, permettre la poursuite de l'exploitation totale ou partielle d'un gisement après la date spécifiée, s'il estime que le plan ou les mesures visés aux

Exploitation provisoire

scheme or other action described in paragraph (4)(a) or (b) is in the course of preparation, but the continued operation is subject to any conditions imposed by the Board.

alinéas (4)a) ou b) sont en cours de préparation; la poursuite de l'exploitation est alors assujettie aux conditions qu'il impose.

Chief Safety Officer

Délégué à la sécurité

Application

28.6 (1) This section applies to an order referred by the Chief Safety Officer to the Board under subsection 58(5) of the *Canada Oil and Gas Operations Act*.

28.6 (1) Le présent article s'applique aux ordres déferés à l'Office par le délégué à la sécurité en vertu du paragraphe 58(5) de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada*.

Demande de révision

Review and decision

(2) The Board shall review the need for the order and may confirm it or set it aside.

(2) L'Office étudie l'à-propos de l'ordre et peut le confirmer ou l'infirmer.

Révision et décision

Burden of proof

(3) The burden of establishing that the order is not needed is on the person who requested that the order be referred to the Board.

(3) Il incombe à la personne qui a demandé le renvoi de l'ordre d'établir son inutilité.

Charge de la preuve

Orders

Ordonnances

Offence

28.7 (1) Every person who fails to comply with an order of the Board under section 28.4 or 28.5 is guilty of an offence and is liable

28.7 (1) Quiconque ne se conforme pas à l'ordonnance rendue par l'Office en vertu des articles 28.4 ou 28.5 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

Infraction

- (a) on summary conviction, to a fine not exceeding one hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding one year or to both; or
- (b) on conviction on indictment, to a fine not exceeding one million dollars or to imprisonment for a term not exceeding five years or to both.

- a) par procédure sommaire, une amende maximale de cent mille dollars et un emprisonnement maximal d'un an, ou l'une de ces peines;
- b) par mise en accusation, une amende maximale d'un million de dollars et un emprisonnement maximal de cinq ans, ou l'une de ces peines.

Applicable provisions

(2) Sections 65 to 71 of the *Canada Oil and Gas Operations Act* apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of an offence under subsection (1).

(2) Les articles 65 à 71 de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'infraction prévue au paragraphe (1).

Dispositions applicables

Orders not statutory instruments

28.8 For greater certainty, an order of the Board made under this Part is not a statutory instrument as defined in the *Statutory Instruments Act*.

28.8 Il demeure entendu que les ordonnances de l'Office prévues à la présente partie ne sont pas des textes réglementaires au sens de la *Loi sur les textes réglementaires*.

Dérogation

24. Section 48 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

24. L'article 48 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Exempting orders respecting companies

(2.1) The Board may make orders exempting companies from any or all of the provisions of the regulations made under subsection (2).

(2.1) L'Office peut, par ordonnance, soustraire totalement ou partiellement des compagnies à l'application des règlements pris en vertu du paragraphe (2).

Ordonnances d'exemption

Terms and conditions

(2.2) In any order made under subsection (2.1), the Board may impose such terms and conditions as it considers proper.

(2.2) L'Office peut assujettir l'ordonnance visée au paragraphe (2.1) aux conditions qu'il estime indiquées.

Conditions

25. The Act is amended by adding the following after section 48:

25. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 48, de ce qui suit :

Inspection Officers

Inspecteurs

Designation of inspection officers

49. (1) The Board may designate any person as an inspection officer for the purpose of ensuring

49. (1) L'Office peut nommer des inspecteurs pour veiller à la sécurité du public et des employés des compagnies, à la protection des biens et de l'environnement, au contrôle d'application de la présente partie, des règlements pris en vertu de l'article 48, de l'article 112 et des ordonnances et règlements pris en vertu de cet article, ainsi que des ordonnances prises et des certificats délivrés par l'Office en vertu de la présente partie.

Nomination des inspecteurs

(a) the safety of the public and a company's employees;

(b) the protection of property and the environment;

(c) compliance with this Part, any regulations made under section 48 and any orders and certificates issued by the Board under this Part; and

(d) compliance with section 112 and any orders and regulations made under that section.

Powers of officers

(2) For the purpose described in subsection (1), an inspection officer may at any reasonable time

(2) Pour l'application du paragraphe (1), l'inspecteur, à toute heure convenable :

Pouvoirs

(a) have access to and inspect

a) a accès aux lieux ou installations suivants et peut y procéder aux inspections nécessaires :

(i) any lands or pipeline, including a pipeline that is under construction or has been abandoned,

(i) les terrains ou pipelines, y compris les pipelines en construction ou abandonnés,

(ii) any excavation activity extending within thirty metres of the pipeline, and

(ii) les sites de travaux d'excavation dans les trente mètres des pipelines,

(iii) any facility being constructed across, on, along or under the pipeline;

(iii) les installations en construction au-dessus, au-dessous ou le long des pipelines;

(b) direct a company or person conducting an excavation activity or constructing a facility described in paragraph (a) to perform any tests that the inspection officer considers necessary for an inspection; and

b) peut obliger une compagnie ou la personne responsable des travaux d'excavation ou de construction visés à l'alinéa a) à effectuer les essais qu'il juge nécessaires;

(c) examine and make copies of any information contained in any books, records or documents, or in any computer systems, that the inspector believes on reasonable grounds contain any information relating to the design, construction, operation, maintenance or abandonment of a pipeline.

c) peut procéder à l'examen et faire des copies des documents, notamment les livres, dossiers ou données informatiques qu'il croit, pour des motifs raisonnables, contenir des renseignements sur la conception, la construction, l'exploitation, l'entretien ou la cessation d'exploitation d'un pipeline.

Certificate of authority

50. The Board shall provide every inspection officer with a certificate of authority and, when carrying out duties under this Part, the inspection officer shall show the certificate to any person who asks to see it.

50. L'Office remet à chaque inspecteur un certificat attestant sa qualité, que celui-ci présente, sur demande, lors de l'accomplissement de ses fonctions.

Certificat

Assistance to officers

51. Any officer, employee or agent of a company and any person conducting an excavation activity or constructing a facility described in paragraph 49(2)(a) shall give an inspection officer all reasonable assistance to enable the officer to carry out duties under this Part.

51. Les dirigeants, les employés et les mandataires de la compagnie et la personne responsable des travaux d'excavation ou de construction visés à l'alinéa 49(2)a) sont tenus de prêter à l'inspecteur toute l'assistance nécessaire pour l'accomplissement de ses fonctions.

Assistance

Grounds for making order

51.1 (1) An inspection officer who is expressly authorized by the Board to make orders under this section may make an order where the inspection officer has reasonable grounds to believe that a hazard to the safety of the public or employees of a company or a detriment to property or the environment is being or will be caused by

51.1 (1) L'inspecteur peut donner un ordre au titre du présent article, s'il y est expressément habilité par l'Office et s'il a des motifs raisonnables de croire que la construction, l'exploitation, l'entretien ou la cessation d'exploitation d'un pipeline ou d'une partie de celui-ci ou les travaux d'excavation ou de construction visés à l'alinéa 49(2)a) risquent de porter atteinte à la sécurité du public ou des employés de la compagnie ou de causer des dommages aux biens ou à l'environnement.

Motifs raisonnables

(a) the construction, operation, maintenance or abandonment of a pipeline, or any part of a pipeline; or

(b) an excavation activity or the construction of a facility described in paragraph 49(2)(a).

(2) L'ordre peut, selon le cas :

a) prévoir la suspension des activités afférentes au pipeline ou aux travaux d'excavation ou de construction jusqu'à ce que soit la situation qui présente des risques ait été corrigée, de l'avis de l'inspecteur, soit il ait été suspendu ou infirmé en vertu de l'article 51.2;

b) exiger de la compagnie ou de toute personne responsable du pipeline ou des travaux d'excavation ou de construction qu'elle mette en oeuvre les mesures qui y sont précisées pour assurer la sécurité du public ou des employés de la compagnie ou la protection des biens ou de l'environnement.

Terms of order

(2) The order may require

(a) work associated with the pipeline, excavation activity or facility to be suspended until

(i) the hazardous or detrimental situation has been remedied to the satisfaction of an inspection officer, or

(ii) the order is stayed or rescinded under section 51.2; and

(b) the company or any person involved in the pipeline, the excavation activity or the construction of the facility to take any measure specified in the order to ensure the safety of the public or employees of the company or to protect property or the environment.

Teneur de l'ordre

Notice and report

(3) An inspection officer who makes an order under this section shall, as soon as possible,

(a) give written notice of the order to the persons to whom it is directed, including the

(3) L'inspecteur, dès que possible, avise par écrit les personnes touchées de la teneur et des motifs de l'ordre. Il fait rapport à l'Office des faits justifiant l'ordre et de la teneur de celui-ci.

Avis et rapport de l'inspecteur

terms of the order and a statement of the reasons for the order; and

(b) report the circumstances and terms of the order to the Board.

Request for review

51.2 (1) A person to whom an order under section 51.1 is directed may request in writing that the Board review the order.

51.2 (1) La personne visée par l'ordre prévu à l'article 51.1 peut en demander, par écrit, la révision à l'Office.

Demande de révision

Stay of order

(2) A request for review does not operate as a stay of the order, but the Board may grant a stay pending the review.

(2) La demande de révision n'emporte suspension de l'ordre que si l'Office le prévoit.

Suspension

Review and decision

(3) The Board shall

(a) review the circumstances and terms of an order that it is requested to review;

(b) confirm, vary or rescind the order; and

(c) give notice of its decision to the persons who requested the review.

(3) L'Office étudie l'ordre et les faits relatifs à celui-ci, le confirme, le modifie ou l'infirme et donne avis de sa décision aux personnes qui ont demandé la révision.

Révision

Information confidential

51.3 No inspection officer shall disclose to any person any information regarding any secret process or trade secret obtained while performing duties under this Part, except for the purposes of this Part or as required by law.

51.3 Il est interdit aux inspecteurs de communiquer à qui que ce soit les renseignements qu'ils ont obtenus en application de la présente partie au sujet d'un secret de fabrication ou de commerce, sauf pour l'application de la présente partie ou en exécution d'une obligation légale.

Confidentialité des renseignements

Offence and punishment

51.4 (1) Every person who contravenes section 51 or fails to comply with an order under section 51.1 is guilty of an offence and is liable

(a) on summary conviction, to a fine not exceeding one hundred thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding one year or to both; or

(b) on conviction on indictment, to a fine not exceeding one million dollars or to imprisonment for a term not exceeding five years or to both.

51.4 (1) Quiconque contrevient à l'article 51 ou ne se conforme pas à l'ordre donné en vertu de l'article 51.1 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

a) par procédure sommaire, une amende maximale de cent mille dollars et un emprisonnement maximal d'un an, ou l'une de ces peines;

b) par mise en accusation, une amende maximale d'un million de dollars et un emprisonnement maximal de cinq ans, ou l'une de ces peines.

Infractions et peines

Defence — no notice

(2) No person shall be found guilty of an offence for failing to comply with an order under section 51.1 unless the person was given written notice of the order in accordance with paragraph 51.1(3)(a).

(2) Une personne ne peut être déclarée coupable d'une infraction pour inobservation de l'ordre visé à l'article 51.1 si elle n'en a pas été avisée par écrit aux termes du paragraphe 51.1(3).

Défense : absence d'avis

Application of subsections 121(2) to (5)

(3) Subsections 121(2) to (5) apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of an offence under this section.

(3) Les paragraphes 121(2) à (5) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'infraction prévue au présent article.

Application des paragraphes 121(2) à (5)

26. Section 112 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):

Exemptions

(6) The Board may, by order made on any terms and conditions that the Board considers appropriate, exempt any person from the application of an order or regulation made under subsection (5).

Inspection officers

(7) The provisions of sections 49 to 51.3 relating to inspection officers apply for the purpose of ensuring compliance with orders and regulations made under subsection (5).

26. L'article 112 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :

Exemptions

(6) L'Office peut, par ordonnance, aux conditions qu'il juge appropriées, soustraire toute personne à l'application des ordonnances et règlements prévus au paragraphe (5).

Inspecteurs

(7) Les dispositions des articles 49 à 51.3 relatives aux inspecteurs s'appliquent au contrôle d'application des ordonnances et règlements prévus au paragraphe (5).

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

R.S., c. A-1

Access to Information Act

Loi sur l'accès à l'information

L.R., ch. A-1

27. Schedule II to the *Access to Information Act* is amended by striking out the reference to

27. L'annexe II de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par suppression de ce qui suit :

Canada Oil and Gas Act

Loi sur le pétrole et le gaz du Canada

Loi sur le pétrole et le gaz du Canada

Canada Oil and Gas Act

and the corresponding reference to section 51.

ainsi que de la mention « article 51 » placée en regard de ce titre de loi.

28. The reference in Schedule II to the Act to

28. Le renvoi suivant, à l'annexe II de la même loi :

Canada Petroleum Resources Act

Loi fédérale sur les hydrocarbures

Loi fédérale sur les hydrocarbures

Canada Petroleum Resources Act

and the corresponding reference to section 101 are in force throughout Canada.

ainsi que la mention « article 101 » placée en regard de ce titre de loi sont en vigueur dans tout le Canada.

R.S., c. L-2

Canada Labour Code

Code canadien du travail

L.R., ch. L-2

R.S., c. 9 (1st Suppl.), s. 4

29. Paragraph 157(3)(b) of the *Canada Labour Code* is replaced by the following:

29. L'alinéa 157(3)b) du *Code canadien du travail* est remplacé par ce qui suit :

(b) on or in connection with exploration or drilling for or the production, conservation, processing or transportation of oil or gas in frontier lands, as defined in the *Canada Petroleum Resources Act*, shall be made on the recommendation of

b) dans le cas d'employés travaillant dans les secteurs de l'exploration et du forage pour la recherche de pétrole et de gaz sur les terres domaniales — au sens de la *Loi fédérale sur les hydrocarbures* — ou de la production, de la conservation, du traitement ou du transport de ce pétrole ou gaz, sur la recommandation :

(i) the Minister and the Minister of Indian Affairs and Northern Development, and

(i) d'une part, du ministre et du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien,

(ii) the Minister of Energy, Mines and Resources, taking into consideration any recommendations made by the National Energy Board in relation to the regulations.

(ii) d'autre part, du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, celui-ci

L.R., ch. 9 (1^{er} suppl.), art. 4

devant tenir compte des éventuelles recommandations de l'Office national de l'énergie à leur égard.

REPEAL

Repeal of
R.S., c. O-6

30. The *Canada Oil and Gas Act* is repealed.

ABROGATION

Abrogation
de L.R., ch.
O-6

30. La *Loi sur le pétrole et le gaz du Canada* est abrogée.